

Dans un discours prononcé lors d'un colloque à l'université catholique, **l'archevêque Odon Razanakolona a fait porter l'échec du processus de développement sur les élites, les hommes politiques, les bailleurs de fonds et la société civile.** Il ne comprend pas que l'on puisse assister impuissants à un tel « *déliement de la société* » et à une telle « *déliquescence économique et étatique* ». La Conférence des évêques catholiques, qui s'est réunie peu après, a tenu à son tour des propos très sévères au sujet des maux qui gangrèment la société malgache. **Le Comité central du FFKM a lancé un cri d'alarme : le pays est à la dérive.** « *La gestion des affaires étatiques nécessite un changement drastique* », affirme le Comité, pour qui les maux qui rongent la société sont dus à la non-concrétisation des résolutions sur la réconciliation nationale basées sur les « 4 F »

Cédant aux pressions, **Honoré Rakotomanana a pris la décision de se retirer de la présidence du Sénat** pour laisser la place à Rivo Rakotovoao, ancien ministre de l'agriculture et président du parti présidentiel HVM récemment nommé sénateur par le chef de l'Etat. L'opposition a dénoncé un calcul politique du président de la République en vue de l'élection présidentielle. Cet homme de confiance pourrait en effet être amené à assurer l'intérim du chef de l'Etat 60 jours avant le scrutin présidentiel si l'actuel titulaire postule pour un nouveau mandat.

Le gouvernement a dû affronter une nouvelle fois la fronde des députés qui ont tenté de déposer une **motion de censure.** L'initiative a été lancée par les élus pro-régime pour des motifs qui n'ont pas été clairement énoncés mais qui pourraient être liés à la satisfaction de certaines de leurs revendications, telle que l'attribution de véhicules 4x4. Ce projet n'ayant pu aboutir, les élus ont brandi la **menace de destitution du bureau permanent** auquel il serait reproché une mauvaise gestion. Pour des observateurs, la situation à l'Assemblée n'est pas sans rappeler les événements qui se sont produits au Sénat, avec le retrait de son président, Honoré Rakotomanana, au nom de la stabilité. Jean Max Rakotomamonjy et Honoré Rakotomanana n'appartiennent pas au parti présidentiel, ils ont été portés à la présidence par leurs pairs au nom de l'ouverture. Faisant fi des difficultés financières de l'Assemblée, des élus contraignent l'institution à vivre au-dessus de ses moyens, déplore *L'Express*. La **loi de finances 2018** a été adoptée à l'unanimité par la Chambre basse, **sans amendement et quasiment sans débat** par un hémicycle frappé depuis le début de la session par un fort **absentéisme.** Le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC) avait dénoncé la **rétenion d'information** du gouvernement sur ce projet de loi de finances.

Des dossiers relatifs au massacre du 7 février 2009 ont été dérobés au tribunal de la capitale. Un avocat et le fils d'un homme politique ont été placés en garde à vue. Ce vol a provoqué le report d'une audience qui devait statuer sur la levée du blocage des comptes bancaires frappant trois des 19 inculpés dans cette affaire - dont Marc Ravalomanana - qui avaient été condamnés à verser 639 millions Ar à l'association des victimes AV7.

Selon des rumeurs circulant sur les réseaux sociaux, **le retour d'exil de Marc Ravalomanana en octobre 2014 aurait fait l'objet d'un accord avec Hery Rajaonarimampianina** par l'entremise du négociateur en chef de la Sadc, Joachim Chissano. Le pacte, qui aurait été conclu prévoyait la réouverture de Tiko, l'amnistie des anciens dirigeants, le soutien du TIM à la nouvelle majorité présidentielle et la reconnaissance du nouveau chef de l'Etat.

Le ministre de la santé a annoncé en fin de mois que la déclaration officielle de fin d'épidémie de peste était imminente de la part de l'OMS mais la vigilance reste de mise jusqu'en avril et la stratégie nationale de lutte fera l'objet d'une mise à jour pour prévenir plus efficacement de nouvelles épidémies. Le tourisme a été fortement affecté et les autres îles de l'océan Indien ont profité de la situation pour attirer les visiteurs. **Pour le Père Pedro, la peste est une honte pour le pays.** Une rumeur affirmant que des agents de santé, accompagnés des forces de l'ordre, se rendaient dans les écoles pour contraindre les élèves à se faire vacciner, s'est propagée dans toute la capitale allant jusqu'à provoquer une **véritable psychose et des mouvements de panique.** Une enquête a été ouverte pour retrouver les auteurs de cette désinformation. Un **facebooker** a été placé sous mandat de dépôt. Au 22 novembre, 2348 cas avaient été recensés, dont **202 mortels.**

Rivo Rakotovoao, nouveau président du Sénat et président du HVM, affirme que **l'élection présidentielle ne sera pas reportée**, elle aura bien lieu fin 2018. Un budget de 40 milliards Ar est prévu dans la loi de finances. Les 12 millions de dollars annoncés par les partenaires internationaux viendront en complément, dans le cadre du « *basket found* ». L'hypothèse de l'organisation d'un **référendum constitutionnel préalable** au scrutin présidentiel ne serait



pas abandonnée mais paraît de moins en moins crédible compte tenu de la vive opposition que ce projet a rencontrée. Rivo Rakotovoao est considéré comme l'un des hommes-clés du dispositif qui va se mettre en place pour assurer la réélection du président sortant sans qu'il soit nécessaire de retoucher la Constitution. Le SeFaFi estime quant à lui qu'une **modification du statut des fokontany** pour en faire des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) ne nécessite pas non plus une réforme constitutionnelle. La CENI renouvelle son souhait de **voir fixées les dates des élections prévues en 2018**, en vue de pouvoir bâtir son rétroplanning et réaliser dans de bonnes conditions les travaux préparatoires qui lui incombent. L'enjeu de cette transparence sur le calendrier électoral est de mettre les candidats sur

un pied d'égalité et d'éviter un éventuel prolongement de mandat présidentiel. Le président de la CENI a plaidé en faveur de **l'indépendance de la Commission** à l'occasion de la signature d'un partenariat avec le Pnud et l'ambassade de France pour le financement du « *basket found* ».

L'émissaire de l'UA, le diplomate algérien Ramtane Lamamra, en visite à Madagascar, a prôné une élection présidentielle **inclusive et transparente**. Dans son communiqué de fin de mission, il a fait mention d'un **déficit de confiance et de dialogue** entre parties prenantes. Marc Ravalomanana a fait valoir au diplomate que le « *Ni...Ni...* » qui a prévalu à la sortie de la Transition est une formule politique qui ne saurait être remise au goût du jour.

Les organisations de la société civile regroupées dans le mouvement Rohy ont déclaré vouloir soutenir « les candidats intègres » lors des prochaines élections. « *Nous inciterons les votants à procéder au vote responsable pour que seuls les citoyens intègres accèdent au pouvoir et non ceux qui distribuent des tee-shirts et des petits présents* », déclare un cadre du mouvement.

Par Newsmada sur 30/11/2017 ■ Caricatures



Les partis politiques d'opposition toutes tendances confondues et la société civile ont accentué la **pression sur le pouvoir** pour que la refonte en cours du code électoral respecte les recommandations émises dans le cadre des consultations préparatoires auxquelles ils ont été associés. Réunis sous l'appellation « **Groupe du Colbert** », ils ont lancé un appel à la communauté internationale. Un « **Comité de vigilance démocratique pour les élections** » (CVDE) a été mis en place afin de s'assurer que les futures lois électorales garantissent l'égalité de chances des candidats, la transparence, la crédibilité et la fiabilité des résultats. Selon eux, « *le pouvoir prend des mesures unilatérales* » concernant l'élaboration des nouveaux textes. **35 partis politiques membres du**

CVDE ont signé entre eux un pacte par lequel ils s'engagent à prévenir la survenue d'une nouvelle crise politique. Pour *Midi*, le parti présidentiel HVM a désormais devant lui un front uni qui risque, s'il n'obtient pas satisfaction, de décréter le boycott des prochaines consultations électorales.

Le conseil des ministres a adopté les trois lois organiques régissant l'organisation des différents scrutins, se refusant à toute prise en considération des demandes du CVDE qui revendiquent un droit de regard sur les avant-projets.

900 000 citoyens en âge de voter ne peuvent être inscrits sur la liste électorale faute de carte d'identité. Un chiffre conséquent étant donné l'objectif de la CENI de porter la liste électorale de 8 millions d'inscrits à 10 millions après la révision de la liste qui doit s'achever en avril 2018. Une opération de délivrance de cartes d'identité et d'actes de naissance va être lancée dans le cadre d'une **opération « guichet unique »**.

Le Conseil du Fampihavanana Malagasy (CFM) en quête de légitimité. Sous le feu des critiques, ses membres ont entamé des démarches pour obtenir la reconnaissance de l'opinion, note *Les Nouvelles*. Les évêques catholiques ont rencontré les membres de son bureau. Les échanges ont porté notamment sur les résolutions adoptées en 2015 à Ivato, lors des Assises de la réconciliation qui ont réuni le FFKM et les anciens chefs de l'Etat et qui sont restées lettre morte.

La France a réaffirmé sa présence en matière de coopération militaire à l'occasion d'une cérémonie de don de matériels et de signature de nouveaux accords de défense, alors que les Etats-Unis, la Chine et d'autres pays manifestent leur intention d'accroître leur présence dans la Grande île et dans cette zone stratégique qu'est le sud-ouest de l'océan Indien.

Le gouvernement a décidé d'enclencher le processus d'inclusion des îles Eparses dans la Zone Economique Exclusive (ZEE) de Madagascar. Une possibilité offerte pour « *les zones non sujettes à des conflits interétatiques* », les Nations unies ayant donné raison à Madagascar sur ce sujet dès 1979, en dépit de l'opposition de la France.

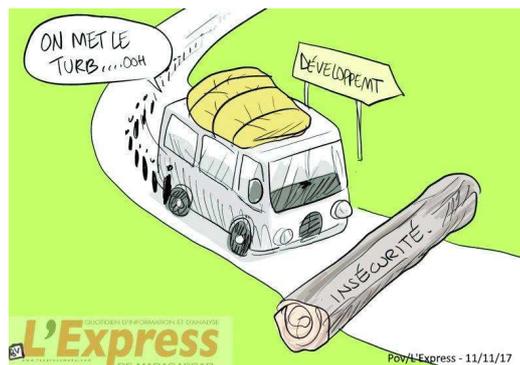
Le rapprochement entre la Grande Bretagne et Madagascar se confirme. L'offensive de la diplomatie britannique, s'inscrit dans le contexte du *Brexit*. La coopération porterait sur la lutte contre la criminalité et la corruption, dans la perspective d'une relance des IDE et des relations commerciales entre les deux pays.

Dans un projet de résolution très documenté, **le Parlement européen a dressé un tableau particulièrement sombre de la situation socio-politique et économique de Madagascar.** Pour *L'Express*, les recommandations adoptées « *flirtent avec les limites de l'ingérence* ». Le quotidien s'interroge sur l'incidence que pourrait avoir ce sévère réquisitoire sur les relations diplomatiques entre Madagascar et l'UE à l'approche d'un **nouveau « dialogue politique »** annoncé pour décembre. Ce rendez-vous périodique a fait l'objet d'une **rencontre préparatoire avec l'ambassadeur de l'UE** au cours de laquelle un tour d'horizon a été fait sur les questions électorales, l'insécurité, les enlèvements de *Karana* et les suites judiciaires de « *l'affaire Antsakabary* ». La question du référendum constitutionnel envisagée par le pouvoir aurait été exclue de l'ordre du jour.

La population ignore ses droits fondamentaux. Telle est la conclusion qui s'est imposée à l'issue du séminaire annuel de la société civile. Selon son porte-parole, malgré les efforts accomplis par le pays pour ratifier les traités et instruments internationaux et mettre en conformité les lois nationales avec ces normes, « *on note l'inefficacité et la difficulté de leur application* ». *L'Express* déplore que la société civile ne joue pas un rôle plus actif en matière de sensibilisation, se limitant souvent à recueillir les doléances de la population.

Madagascar aurait adhéré à une résolution du Conseil des droits de l'homme présentée lors de l'AG des Nations unies portant sur la **protection des défenseurs des droits humains**. Une adoption jugée surprenante par *La Gazette* compte tenu du sort que la Grande île a réservé récemment à plusieurs écologistes et défenseurs des droits environnementaux.

Le Bianco demande plus de protection pour les témoins et les dénonciateurs de cas de corruption. Ce manque de protection des lanceurs d'alerte a des conséquences directes sur la capacité du Bianco de mener à bien ses enquêtes. La loi sur la lutte contre la corruption adoptée il y a un an indique que c'est le directeur du bureau anti-corruption qui est responsable de la protection des témoins, dénonciateurs ou lanceurs d'alerte. Mais sur le terrain cette mission est impossible à mener, explique-t-il. Le Bianco a soumis ses doléances aux ministères concernés.



Les députés ont vivement interpellé le gouvernement sur l'insécurité qui frappe leur circonscription. La situation actuelle est « *une véritable rébellion qui touche l'ensemble de Madagascar* », a lancé un élu. D'août à fin octobre, la gendarmerie a traité 88 grands dossiers, dont 75 concernent des actes de banditisme et des vols de bœufs. 107 personnes ont été arrêtées et 65 bandits ont été abattus. 17 otages ont été libérés. Cinq attaques sur les axes routiers ont été recensées. L'insécurité qui règne sur la RN 2 Toamasina-Antananarivo a conduit à mettre en cause l'indépendance de la justice et a ravivé la tension entre les forces e l'ordre et le parquet.

Plusieurs **affrontements meurtriers** se sont produits entre communautés villageoises suite à des vols d'animaux. Des **touristes étrangers** ont été attaqués par des bandes de dahalo. Des actes de **vindictes populaires** et des **kidnappings** ont encore défrayé la chronique. L'application d'un **Dina non homologué** s'est soldée par des exécutions sommaires.

Affaire Antsakabary - Les cinq prévenus pour le meurtre de deux policiers ont été libérés, le délai légal de détention étant épuisé. **La CNIDH dénonce une justice à deux vitesses.** Les villageois impliqués dans la vindictes populaires à l'origine de la mort de deux policiers sont passés devant la justice alors que neuf mois après les faits les 42 policiers impliqués dans l'expédition punitive qui s'en est suivie n'ont pas été poursuivis. La ministre de la justice affirme que l'affaire suit son cours mais le premier ministre prétend que l'enquête se heurte au manque de témoins à charge, ce que conteste la CNIDH. Le Cercle de réflexion pour l'avenir de Madagascar (Cram) déplore qu'en raison des carences du pouvoir ce dossier ait pris une dimension internationale. Il dénonce la lenteur de l'enquête et la publication d'informations non véridiques. Les dissensions au sein des forces de l'ordre ne peuvent que favoriser la multiplication des vindictes populaires, affirme-t-il.

Les magistrats ont élu leurs 14 représentants au CSM. Ce renouvellement intervient dans un **contexte tendu entre le pouvoir et le monde judiciaire**. La justice est fortement décrédibilisée aux yeux du public. Cette défiance généralisée favorise le développement des justices privées et des vindictes populaires. A cela s'ajoutent les résistances de l'administration qui refuse d'appliquer certaines décisions judiciaires. **Les contacts en cours entre magistrats et l'exécutif n'ont pas encore abouti** et le SMM est fragilisé par des démissions au sein de ses instances dirigeantes.

Deux greffiers du tribunal de la capitale ont été placés sous mandat de dépôt pour corruption. Ils auraient monnayé une décision de mise en liberté dans une affaire pénale en cours de traitement.

Les faux diplômes du baccalauréat se vendent à prix bradé sur les réseaux sociaux. Plusieurs centaines de faux diplômes ont été découverts par le ministère de la fonction publique. Les maîtres Fram nouvellement recrutés en sont les principaux détenteurs.

Les contrôles effectués par la Jirama se poursuivent et portent leurs fruits. Des mesures ont été prises pour éradiquer toutes les pratiques frauduleuses et les vols d'électricité. 26 % des 21 000 clients contrôlés présentent une anomalie dans leur raccordement. Les pertes financières de la Jirama sont évaluées à 33 % de son chiffre d'affaires.

Les 34 **agents des douanes** chargés de la lutte contre les fraudes ont signé un **contrat de performance**. L'outil est présenté comme devant renforcer l'efficacité du service. La Banque mondiale apporte son appui aux réformes engagées. La douane affiche un bilan positif. Ses recettes sont en forte progression, ainsi que les amendes perçues.

La police a reçu plusieurs **plaintes pour torture de jeunes femmes expatriées en Chine**, à qui un emploi avait été promis et qui ont été mariées de force à des hommes handicapés. Une commission rogatoire internationale sera lancée pour mettre ce réseau mafieux hors d'état de nuire, annoncent les autorités.

Les femmes sont lourdement touchées par les séquelles des attaques de dahalo dans le Sud, selon une enquête menée par l'UNFPA. Cette violence basée sur le genre toucherait 45 % des femmes enquêtées. Les violences sexuelles qu'elle auraient subies restent un tabou mais leur existence ne ferait guère de doute.

Douze pakistanais en situation irrégulière ont été arrêtés. Entrés à Madagascar avec des visas de tourisme, ils s'étaient lancés dans le commerce à la sauvette de faux téléphones portables une fois leur visa expiré. **Trois Iraniens arrivés de Turquie sur un vol de Turkish Airlines ont été appréhendés** à leur arrivée. Ils étaient détenteurs de faux passeports. **Les médias se sont emparés de ces deux affaires**, après la polémique récente portant sur l'accord qui aurait été donné en catimini par le pouvoir en faveur de l'accueil de réfugiés. La presse s'inquiète de l'apparition dans les quartiers de la capitale de ressortissants arabes « *en tenue traditionnelle* » dont on ignore le statut. *Midi* est convaincu que l'exécutif a donné secrètement son accord pour l'accueil de demandeurs d'asile. Le sujet a enflammé les réseaux sociaux. Certains médias français se sont fait l'écho de cette inquiétude, considérant que Madagascar pourrait être menacé par l'implantation d'un **islam radical** jusqu'ici méconnu et de cellules jihadistes dormantes.

Éducation inclusive - **Trois millions d'enfants vulnérables, ont été insérés ou réinsérés à l'école depuis 2015. La majorité sont en situation de handicap.** C'est le fruit de la redynamisation de la « *Plateforme nationale de l'éducation inclusive* » opérée en juin 2015. 7 à 8 % des malgaches seraient en situation de handicap, sans réelle reconnaissance de leurs droits.

La mise à jour de la Stratégie nationale d'alphabétisation, élaborée avec le concours de l'Unesco, vise à **réduire à 25 % le taux d'analphabétisme des adultes à l'horizon 2030**. Lancé en 2008, la Stratégie escomptait ramener ce taux à 27,5 % en 2015, dans le cadre des OMD.

Seuls trois établissements supérieurs privés sur les quelques 800 qui ont été autorisés à ouvrir auraient obtenu leur accréditation. Selon le ministère de tutelle, les diplômes délivrés par les établissements non accrédités ne seront bientôt plus reconnus par l'État.

Une convention a été signée entre le ministère du tourisme et l'association ECPAT France en vue de **renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs**.

Madagascar affiche un **taux de prévalence de mariages d'enfants de 41,2 %**. Un problème majeur qui frappe principalement les régions côtières du Sud et du Sud-Ouest. Plus de 63 % des filles sont en union avant l'âge de 18 ans dans la région Melaky. Une **stratégie nationale de lutte** a été adoptée pour la période 2017-2024, sous l'égide de l'Unicef, avec la participation des partenaires techniques et financiers. Objectif : ramener ce taux à 21,2 % en 2024, en cohérence avec les ODD.

Travail des enfants : les dénonciations se font attendre. L'administrateur du projet Gouvernance du BIT déplore que depuis 5 ans que la procédure est opérationnelle, personne n'ait encore dénoncé l'existence d'employeurs d'enfants. Selon la BIT, en 2012, 28 % des enfants malgaches de 5 à 17 ans étaient en situation de travail, dont une proportion notable dans les pires formes de travail. La situation socio-économique actuelle renforce le phénomène. Madagascar se lance comme défi d'éliminer ce fléau d'ici 2030.

L'émission parodique de la chaîne du président de la République, produite par le Mouvement pour la liberté d'expression (MLE) a retrouvé son animateur vedette qui aurait été contraint de prendre la fuite suite à des menaces.

Les vice-présidents de l'Ordre des journalistes (OJM) dénoncent « ***l'interférence du gouvernement sur la délivrance des cartes professionnelles*** ». Ils condamnent la création d'une commission de délivrance par le ministre de la communication, sans concertation et en violation de la loi de 2016 portant code de la communication médiatisée. Le ministre évoque l'existence de « *faux journalistes* » qui porteraient atteinte à la crédibilité de la profession et seraient des auteurs de troubles. Il promet de les traquer.

Le président de l'OJM appelle de ses vœux la **création d'une convention collective des journalistes** mais selon lui ce projet n'est pas envisageable dans le contexte professionnel actuel, marqué par de fortes rivalités internes.

Un couple d'infographistes a été mis aux arrêts qui avaient diffusé via *Facebook* des propos calomnieux sur le chef de l'Etat, accompagnés de clichés retouchés. Ils feraient également l'objet de nombreuses plaintes pour « *dénigrement en ligne* ».

EITI : une mission d'évaluation de la performance de Madagascar. Le secrétariat international de l'EITI a effectué une mission d'évaluation de la performance du pays en matière de bonne gouvernance et de transparence des ressources pétrolières, gazières et minières. La Grande île se prépare à se soumettre au processus de validation de sa conformité aux normes EITI. Le rapport d'évaluation sera remis à un cabinet international indépendant qui se chargera de sa validation. Le CA de l'EITI se prononcera au 1er trimestre 2018.

Le ministère de l'environnement procède au **comptage des 270 000 rondins de bois de rose** déclarés par les exploitants dans la région Sava avant 2011. Cette opération constitue l'une des exigences de la Cites pour permettre à Madagascar de commercialiser ses bois précieux. Une autre exigence a trait à la poursuite judiciaire des auteurs d'infractions. Le feu vert de la Cites une fois accordé, la vente devra être effectuée via un appel d'offres international.

Douze bandits ont pris d'assaut une exploitation aurifère chinoise à Mananjary. S'insurgeant contre un pillage de leurs ressources, les villageois ont laissé faire. Le fleuve local est contaminé et les orpailleurs locaux sont privés de leur gagne-pain. Parmi les assaillants, on note la présence de deux militaires et d'un policier. Ils ont été arrêtés, ainsi que trois autres individus.

Après le démantèlement de trois réseaux en 2016, **le trafic de tortues protégées** a repris, selon la gendarmerie, qui enquête sur la découverte d'une centaine de bébés tortues *Radiata* découvertes mortes.

524 guichets fonciers sont opérationnels dans 20 des 22 régions. L'objectif est d'en implanter un dans chacune des 1 600 communes d'ici 2030. Depuis 2015, 124 000 certificats fonciers ont été délivrés. L'État, à travers ses services fonciers, va procéder à **l'inventaire de tous les domaines fonciers du pays**, publics et privés, afin de préciser le statut de chaque terrain préalablement au lancement de grands projets d'aménagement comme les ZES. Le pouvoir se voit reproché de manière récurrente de **céder de manière illicite des terrains à des étrangers**. 55 dossiers seraient en cours d'instruction par le Bianco.

« **Moramanga - Un Français expulse 3 600 Malagasy de leurs terres** », titre *La Vérité*. Il est accusé d'avoir accaparé de force des parcelles d'une superficie de 500 ha sur la commune d'Anosibe Ifody, au détriment de quelques 3 600 habitants, expulsés sans préavis.

Une déclaration de la Conférence Afrique Francophone sur l'accaparement des terres. Chefs religieux de toutes confessions, chefs coutumiers et acteurs de la société civile ont organisé une conférence régionale Afrique francophone à Abidjan sur le thème « *Accaparement des terres en Afrique francophone : identifier et promouvoir les solutions endogènes pour s'en sortir* ». Pour les participants, l'accaparement des terres est un phénomène grave qui interpelle toute conscience. La Conférence se déclare solidaire des communautés touchées par cette menace, ainsi que des militants des droits fonciers persécutés.

La loi sur les Zones économiques spéciales (ZES) adoptée par l'Assemblée nationale. Trois ZES sont déjà lancées. Le ministre des projets présidentiels a fait valoir les avantages que la Grande île pourrait retirer de ces créations susceptibles d'attirer les investisseurs étrangers, comme l'attestent plusieurs réalisations réussies en Afrique. Le ministre précise que la création de ZES n'implique pas la vente de terrains à des étrangers. **Le Collectif Tany a adressé une mise en garde aux sénateurs qui n'en ont pas tenu compte** : le texte a été adopté par 42 des 44 présents, sans amendement.

Les feux ont détruit 270 000 hectares depuis le début de l'année, selon le ministère de l'environnement. Le phénomène s'est intensifié depuis début octobre. Les causes sont multiples et variables selon les régions : « *tavy* », feux de pâturages, exploitations minières sauvages, défrichement par des migrants. Les élus ont interpellé la ministre de l'environnement et des forêts.

La Banque mondiale a accordé une subvention de 45 millions de dollars pour renforcer la stabilité des finances publiques, améliorer le climat des affaires et favoriser le développement des investissements, notamment dans les services sociaux et la lutte contre la pauvreté. Cette subvention budgétaire est la 4e depuis le retour à l'ordre constitutionnel.

Dans sa dernière note de conjoncture économique, **la Banque mondiale présente un bilan favorable de la situation et des perspectives encourageantes pour la Grande île.** *La Gazette* écrit : « *depuis la Transition, c'est la première fois qu'un rapport de la Banque mondiale se montre positif à l'endroit de Madagascar* ». Le quotidien juge cependant que ce rapport vole au secours d'un régime impopulaire. Il serait en profond décalage avec le vécu des populations qui ne cessent de s'appauvrir et passerait sous silence des sujets majeurs de préoccupation, comme l'insécurité.

« **Madagascar est le seul pays qui s'appauvrit depuis soixante ans sans avoir connu la guerre** », titre *Le Monde Afrique*. Des chercheurs de l'IRD mettent en avant le rôle prédateur des élites, la faiblesse de la société civile et le tabou de la violence pour expliquer la trajectoire singulière de la Grande île. Les élections de 2013, qui ont porté

Hery Rajaonarimampianina au pouvoir, n'ont rien changé à « *la donne structurelle de l'équation malgache. Le déclenchement d'une nouvelle crise peut intervenir à tout moment* », écrivent-ils.

Plus de **1 200 communautés de base issues de 13 régions s'engagent en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles** avec l'appui du ministère de l'environnement et du WWF. Elles ont conclu des contrats de gestion communautaire de leurs ressources avec l'administration, à travers des processus de transfert de gestion.

L'Allemagne entend contribuer aux efforts de Madagascar pour lutter contre les effets du changement climatique. Des accords bilatéraux de coopération technique ont été signés pour un montant de 65 millions d'euros.

Madagascar a gravi cinq échelons au classement « Doing business », en 162^e position sur 190 pays. « *Le travail est bien amorcé mais nécessite plus d'efforts pour mener efficacement des réformes importantes* », juge le représentant la Société financière internationale (SFI).

Le projet de loi de finances 2018 consacre une **forte diminution des subventions accordées aux entreprises publiques**, suivant en cela les conditionnalités posées par le FMI. La Jirama et Air Madagascar devront pouvoir se passer progressivement de transferts du budget de l'Etat.

La monnaie nationale poursuit sa forte dépréciation. Le mouvement, amorcé en août, s'amplifie, faisant peser la menace d'une forte inflation. Les causes avancées par le pouvoir sont contestées par des économistes.

L'insécurité alimentaire menace à nouveau le Grand Sud. Les populations deviennent de plus en plus vulnérables à chaque choc. La situation pourrait encore s'aggraver d'ici mars 2018 en raison des mauvaises récoltes, de la sécheresse et de la prolongation de la période de soudure.

Le prix des PPN connaît une forte hausse. Les cours du riz malgache flambent sur tout le territoire. Les consommateurs se tournent vers le riz d'importation, dont les prix sont plus abordables. Madagascar aura importé au moins 400 000 tonnes de riz cette année, contre 250 000 pour une année normale. Avec ses 40 millions d'hectares de terres arables et sa population à 80 % paysanne, Madagascar devrait être un géant mondial de l'agriculture mais ne peut malheureusement prétendre à ce titre, du fait d'une sous-valorisation de ses ressources. « **L'agriculture malgache n'a cessé de régresser ces quatre dernières années** », a déclaré récemment le chef de l'Etat.

Recensement de la population : les opérations de cartographie ayant pris du retard, **le dénombrement est reporté à 2018.** Un retard imputable aux difficultés d'accès à certaines zones, aux conditions météo et à l'insécurité.

Madagascar régresse de deux places dans le classement de l'Union internationale des télécommunications qui mesure le développement des TIC dans 176 pays. La Grande île passe de la 167^e à la 169^e place.

Une société textile de zone franche licencie 108 personnes sans préavis. L'employeur met en avant la chute de la demande. D'autres sources évoquent l'incidence d'un programme de robotisation de la société.

Près de 72 % des constructions dans les villes à Madagascar, surtout dans la capitale, sont des bidonvilles », selon un rapport des Nations unies de 2016. Un phénomène qui peut représenter un grand danger, alerte le directeur général de l'aménagement du territoire. « *Madagascar est engagé dans la phase de transition urbaine. (...) La population résidant en ville doublera d'ici à 10 à 15 ans. On comptera plus de 7 millions d'habitants à Antananarivo et ses périphéries en 2032* »

« *La plupart des importations sont des importations frauduleuses qui, au bout du compte, devancent largement les produits malgaches en termes de compétitivité* », avance le représentant de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Les produits locaux n'ont plus leur place sur les marchés. La FES pointe du doigt la corruption qui permet à certaines entreprises d'inonder le marché en toute impunité, voire avec la protection de hauts responsables de l'administration.

Le scandale Paradise Papers concerne aussi Madagascar. Douze noms dont cinq Malgaches sont cités sur le site de l'International consortium of investigative journalists (ICIJ).